

# RAPPORT SYNTHÈSE

**Atelier de réflexion sur les modalités de pérennisation et de mise à l'échelle des acquis en matière d'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts avec les OP du Burkina**

**Ouagadougou, du 22 au 23 juin 2023**  
**Hôtel des conférences Ouind-Yidé (HCOY)**



**Juin 2023**



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

### Table des matières

<b>LISTE DES SIGLES</b> .....	<b>3</b>
<b>I. INTRODUCTION</b> .....	<b>5</b>
<b>1.1. Contexte de l'atelier</b> .....	<b>5</b>
<b>1.2. Objectifs de l'atelier</b> .....	<b>7</b>
<b>II. DEROULEMENT DES TRAVAUX</b> .....	<b>7</b>
<b>2.1. Ouverture des travaux de l'atelier</b> .....	<b>8</b>
<b>2.2. Partage d'expériences</b> .....	<b>9</b>
2.2.1. Présentation de la dynamique Animation-pays.....	9
2.2.2. Situation des cantines scolaires au Burkina Faso : enjeux et perspectives : Place des produits locaux et des OP.....	10
2.2.3. Mise en œuvre de l'initiative présidentielle : Quelles opportunités pour les OP et les produits locaux ?.....	11
2.2.4. Expériences des collectivités territoriales dans l'approvisionnement des cantines scolaires : Défis, contraintes et solutions.....	14
2.2.5. Expériences des acteurs non-étatiques (ONG et organismes humanitaires) en matière d'alimentation scolaire au Burkina Faso : Place des produits locaux dans leurs interventions.....	15
2.2.5.1. Expériences du Catholic Relief Services (CRS).....	15
2.2.5.2. Expériences du GRET.....	17
2.2.6. Expériences des organisations paysannes dans l'approvisionnement des cantines scolaires en produits locaux au Burkina.....	20
<b>2.3. Echanges sur les présentations des expériences des structures</b> .....	<b>21</b>
<b>2.4. Réflexion autour des modalités de pérennisation et de mise à l'échelle des acquis</b> .....	<b>23</b>
<b>III. RECOMMANDATIONS ET FEUILLE DE ROUTE</b> .....	<b>25</b>
<b>IV. CONCLUSION</b> .....	<b>27</b>
Annexe 1 : Liste de présence.....	28
Annexe 2 : Termes de référence de l'atelier.....	29



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

### LISTE DES SIGLES

AFD	Agence Française de Développement
AFDI	Agriculteur Français et Développement International
AFDR	Association Formation Développement Ruralité
AMBF	Association des Municipalités du Burkina Faso
AME	Association des Mères Educatrices
ANE	Acteur Non Etatique
APE	Association des Parents d'Elèves
APESS	Association pour la Promotion de l'Elevage au Sahel et en Savane
APROSSA	Association pour la Promotion de la Sécurité et de la Souveraineté Alimentaire
CCEB	Chef de Circonscription Administrative de Base
CFSI	Comité Français pour la Solidarité Internationale
COGES	Comité de Gestion
CPF	Confédération Paysanne du Faso
CRS	Catholic Relief Services
CVD	Conseil Villageois de Développement
DAMSSE	Direction de l'Allocation des Moyens aux Structures Spécifiques
DGPER	Direction Générale de la Promotion de l'Economie Rurale
FEB	Fédération des Eleveurs du Burkina
FEPAB	Fédération des Professionnels Agricoles du Burkina
FIAB	Fédération des Industries Agroalimentaires du Burkina
FNGN	Fédération Nationale des Groupements Naam
GRET	Groupe de Recherche et d'Echange Technologique
IPROLAIT	Interprofession Lait du Burkina
MENA	Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation
ONG	Organisation Non Gouvernementale



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

OSC	Organisation de la Société Civile
PACTE	Projet d'Agriculture Contractuelle et de Transition Ecologique
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PTF	Partenaire Technique et Financier
ROPPA	Réseau des Organisations de Producteurs et des Producteurs Agricoles de l'Afrique de l'Ouest
SONAGESS	Société Nationale de Gestion de Stock de Sécurité Alimentaire
UMPLB	Union Nationale des Mini-laiteries et des Producteurs de Lait local du Burkina
UNERIZ	Union Nationale des Etuveuses de Riz du Burkina
UNPRB	Union Nationale des Producteurs de Riz du Burkina
USCCPA	Union des Sociétés Coopératives de Commercialisation des Produits Agricoles
UTL	Unité de Transformation de Lait



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

### I. INTRODUCTION

#### 1.1. Contexte de l'atelier

Au Burkina Faso, l'alimentation scolaire apparaît au rang des questions majeures de développement et plus spécifiquement en lien avec la protection sociale et le droit à l'alimentation. Si les premières cantines scolaires sont apparues dès 1960 dans le cadre des initiatives portées par les organisations internationales et humanitaires (PAM, CRS, etc...), l'Etat a tôt fait de se positionner comme l'un des principaux acteurs qui promeuvent cet instrument.

En dépit des efforts consentis par l'État et ses partenaires, la gestion des cantines scolaires au Burkina Faso était compliquée en raison de sa centralisation, de la lourdeur des procédures d'acquisition, de transport et de stockage des vivres etc... Pour répondre à ces problématiques, l'Etat a impulsé une nouvelle dynamique dans le domaine de l'alimentation scolaire, notamment à travers la prise d'un arrêté en 2016 qui a délégué la gestion des services de cantine aux collectivités territoriales. À travers cette décentralisation, les pouvoirs publics voulaient améliorer le système éducatif du pays mais aussi responsabiliser les communautés locales pour impulser un développement à la base.

Dans le cadre de ce transfert des compétences, recommandation a été faite aux collectivités territoriales de s'approvisionner en produits locaux prioritairement auprès des organisations de producteurs (OP). Cette recommandation est basée sur la volonté manifeste de l'Etat burkinabé de promouvoir le consommateur local, mais également sur les expériences satisfaisantes du ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation (MENA) avec les OP en matière d'approvisionnement des cantines scolaires.

Fort de ce contexte, et de l'intérêt stratégique que revêt cette question pour les OP, la Confédération Paysanne du Faso (CPF) conformément à sa mission de défense des intérêts des producteurs et productrices agricoles du Burkina a initié différentes actions dans le but d'améliorer la participation des OP à l'approvisionnement des cantines scolaires et plus largement aux marchés institutionnels alimentaires.

Depuis 2020, la CPF pilote à l'échelle du Burkina la dynamique régionale « Animation-Pays » mise en place par le CFSI et la Fondation de France dans le cadre du programme



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Pafao<sup>1</sup>. Cette dynamique est développée dans quatre pays de la région à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Togo et le Sénégal, et vise à contribuer à une meilleure appropriation par les organisations (membres ou non) du « réseau Pafao », des enjeux et actions en faveur du « Consommer local » plutôt que le « Manger importer » ; et au renforcement des réseaux actifs en Afrique de l'Ouest dans leur action en faveur du "Consommer local" comme moyen de réalisation du droit à l'alimentation. Différentes initiatives sont développées dans le cadre de ce dispositif. Il s'agit entre autres de l'élaboration d'une synthèse sur l'état des lieux de l'alimentation scolaire dans les pays couverts par le dispositif, la conduite de processus de capitalisation des expériences des acteurs, l'organisation des rencontres (nationales et régionales) d'échanges et de plaidoyers en vue de l'amélioration de l'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts, etc...

Avec l'appui de l'Inter-réseaux, la CPF a organisé en Août 2021, une rencontre de travail des acteurs burkinabé membres du groupe « animation-pays » à Ouagadougou. Cet atelier a permis aux participants de *s'informer* sur les activités développées dans le cadre du dispositif, tant au niveau national qu'à l'échelle régionale ; de *partager leurs expériences* en matière d'alimentation scolaire avec un focus sur la participation des OP à l'approvisionnement des cantines ; et aussi *d'analyser les freins et les opportunités* en lien avec cette implication des OP dans les marchés pour l'approvisionnement des cantines au Burkina Faso.

À l'issue de cette rencontre, l'une des principales recommandations formulées par les acteurs présents porte sur l'importance d'initier un processus de réflexion et de planification des actions de plaidoyer à l'endroit des acteurs décisionnaires (Etats, PTF) en vue du renforcement de la participation des OP à l'approvisionnement des cantines scolaires. Plus spécifiquement, les participants ont suggéré qu'un tel processus soit mis en route à partir de l'organisation d'un atelier national (regroupant les acteurs présents aussi bien à Ouaga qu'en dehors, et qui sont impliqués ou qui portent des dynamiques en lien avec le sujet) qui servira de cadre pour structurer les réflexions.

C'est pour répondre à cette recommandation que du 22 au 23 juin 2023, à l'hôtel des conférences Ouind-Yidé à Ouagadougou, plus de soixante d'acteurs provenant des structures étatiques, des ONG des OP/OSC et des collectivités territoriales (32 hommes, 23 femmes, 26 jeunes) se sont réunis autour de cette problématique.

---

<sup>1</sup> Le ROPPA est membre du comité de suivi et d'orientation (COS) du programme Pafao



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

### 1.2. Objectifs de l'atelier

L'atelier avait pour objectif global de susciter une réflexion collective autour des modalités de pérennisation et de mise à l'échelle des acquis en matière d'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts avec les OP au Burkina.

De façon spécifique, l'atelier a permis de :

- partager les expériences en matière d'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts ;
- débattre des avancées en matière d'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts, et des contraintes et difficultés qui limitent la participation des OP aux marchés des cantines scolaires ;
- identifier des pistes visant à lever les contraintes et consolider les acquis en matière d'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts au Burkina, avec un focus sur les questions de financement, de renforcement des capacités des OP, et de collaboration OP - collectivités territoriales dans le cadre de l'approvisionnement des cantines scolaires
- élaborer une feuille de route pour un plaidoyer et des actions directes à mener à l'endroit des acteurs décisionnaires.

## II. DEROULEMENT DES TRAVAUX

Les travaux de l'atelier étaient articulés autour de trois sessions : (i) ouverture de l'atelier et introduction, (ii) partage d'expériences, (iii) réflexion autour des modalités de pérennisation et de mise à l'échelle des acquis. L'atelier a été facilité par Daouda N'DIAGNE du CFSI.

## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

### 2.1. Ouverture des travaux de l'atelier

Le présidium à la cérémonie d'ouverture était composé de Monsieur Soumaberé DIOMA représentant le Président de la CPF, Monsieur Éric BERNARD, représentant d'Inter-Réseaux et de Madame Fidélia SAWADOGO représentante de la DGPER. Cette cérémonie a été marquée par deux interventions : le mot du représentant d'Inter-Réseaux, Monsieur Éric BERNARD, suivi du mot d'ouverture du représentant du Président de la CPF, Monsieur Soumaberé DIOMA.



- Monsieur DIOMA, a, au nom du Président de Confédération Paysanne du Faso, souhaité la bienvenue à tous les participants et de se réjouir de la présence des représentants du ministère en charge de l'agriculture et celui de l'éducation nationale. Il a aussi salué la présence des organisations qui accompagnent le gouvernement dans le fonctionnement des cantines scolaires et les producteurs en achetant les produits agricoles locaux pour les cantines scolaires. Il a ensuite souligné l'importance pour les producteurs et leurs OP dans l'approvisionnement et le fonctionnement des cantines scolaires dans les communes. Il a enfin souhaité que les résultats des échanges issus de l'atelier participent d'une dynamique de concertation permanente entre les OP, les collectivités locales et l'ensemble des acteurs chargés du fonctionnement des cantines. Il a de ce fait remercié les partenaires que sont le CFSI, la fondation de France, le ROPPA et Inter-réseaux qui ont permis la tenue de l'atelier.
- Monsieur Éric BERNARD, livrant son mot au nom d'Inter-Réseaux a déclaré que cette initiative d'organiser un atelier avec différents acteurs contribuant au fonctionnement des cantines scolaires est salubre. Il ensuite situé le contexte de la mise en place des groupes Animations-Pays sur le consommer local au Burkina, Togo, Sénégal et Bénin. Pour lui, acheter les produits agricoles locaux pour approvisionner les cantines scolaires permet (i) de développer l'économie



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

locale, (ii) aux producteurs de disposer des revenus conséquents, (iii) aux élèves de disposer des vivres de qualité, (iv) à l'Etat et aux collectivités d'améliorer la santé de la population et de relever le taux de scolarisation. C'est pour cela qu'il a souhaité que les conclusions de l'atelier servent de base pour créer un cadre de concertation des différents acteurs impliqués dans l'approvisionnement et le fonctionnement des cantines scolaires.

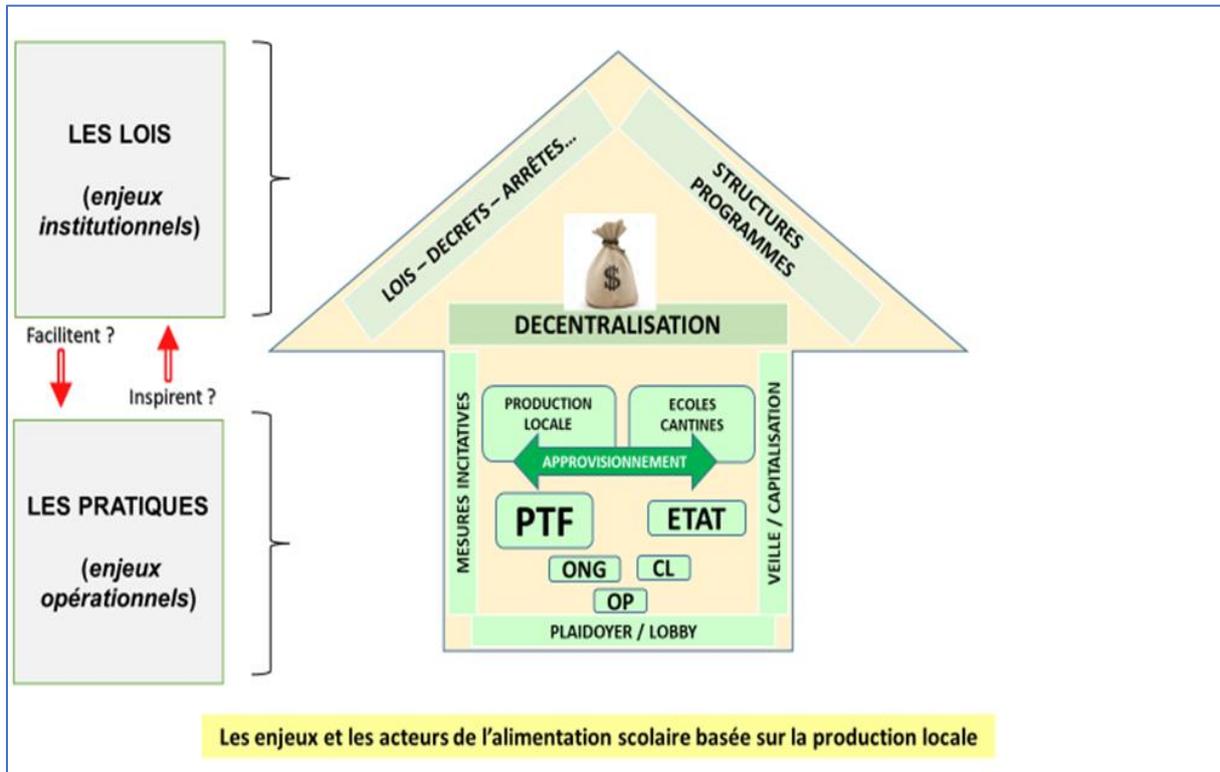
### 2.2. Partage d'expériences

#### 2.2.1. Présentation de la dynamique Animation-pays

La dynamique Animation-pays a été présentée par Yvon SAROUMI, chargé de mission à Inter-réseaux. De sa présentation, il ressort que :

- Le dispositif « Animation-pays » est mis en place depuis 2020 dans 4 pays (Burkina, Togo, Bénin, Sénégal) et s'inscrit dans le cadre du programme Pafao
- La thématique est centrée sur « les cantines scolaires comme outil de promotion du consommateur local »
- Les objectifs de ce dispositif sont entre autres (i) renforcer les réseaux actifs en Afrique de l'Ouest dans leur action pour le consommateur local et (ii) faire monter en puissance le consommateur local et les systèmes alimentaires territorialisés
- Depuis sa mise en place, les quelques résultats obtenus sont : (i) production et gestion des connaissances (étude, fiches d'expériences), (ii) mobilisation des acteurs et réseautage (constitution d'une base des acteurs, groupe WhatsApp), (iii) partage d'expériences et appui au plaidoyer (ateliers nationaux, ateliers régionaux)
- La logique globale de cette dynamique animation pays est résumée par la figure suivante :

PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST



**2.2.2. Situation des cantines scolaires au Burkina Faso : enjeux et perspectives : Place des produits locaux et des OP**

La présentation a été faite par Monsieur Daouda BELEM de la DAMSSE. Avant de dérouler sa présentation, il a commencé par une citation de Jules SIMON en ces termes : « Le peuple qui a les meilleures écoles est le premier peuple. S'il ne l'est pas aujourd'hui, il le sera demain ».

Les points suivants ont fait l'objet de sa présentation sont :

**a) Situation des cantines scolaires**



De 2017 à 2021, ce sont au total, 177 914,9 tonnes de vivres qui ont mobilisées par les communes pour les cantines scolaires.

## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

L'expertise agroalimentaire a permis de rejeter 23 133,23 tonnes de denrées impropres à la consommation humaine ou non conformes.

Pour ce qui est des partenaires, ce sont au total, 11 116,6 tonnes de vivres d'un montant de 4 418 115 110 F CFA qui ont été mobilisées.

Parmi ces partenaires figurent le CRS, (PAM), Éducation et EDUCO, Fonds Enfants, le projet CONVOY OF HOPE, les Projets Faso Riibo, Beog Biiga de CRS, le PAM, EDUCO. Quant aux communautés, leur contribution à la mobilisation des vivres pour l'année scolaire 2020/2021 était de 4 174,72 tonnes soit 1 878 624 000 FCFA. Cette contribution a connu une baisse pour l'année scolaire 2021/2022 : 2 130 tonnes de vivres mobilisées pour un coût de 1 495 384 140 FCFA.

### **b) Place des produits locaux et des OP**

Les OP participent aux marchés d'acquisition des vivres destinés à la cantine scolaire, cependant il faut que les acteurs s'organisent davantage en vue de l'approvisionnement de nos écoles en vivres de qualité.

En 2020, les vivres acquis, les produits locaux occupaient les proportions suivantes : céréales : 88,75% ; légumineuses : 100% ; huile : 98,16%

### **2.2.3. Mise en œuvre de l'initiative présidentielle : Quelles opportunités pour les OP et les produits locaux ?**

La présentation a été faite par Nébilma BAYILI du secrétariat permanent de l'initiative présidentielle. Il a structuré sa présentation autour deux grands points : la présentation globale de l'initiative et quelques résultats atteints.

#### **a) Présentation de l'initiative présidentielle**

La présentation de l'IP a été faite autour des points suivants :

- (i) Objectif global : contribuer à l'amélioration de la sécurité alimentaire et nutritionnelle des enfants en âge scolaire et des ménages ruraux vulnérables au Burkina Faso



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

- (ii) Objectifs spécifiques : améliorer la disponibilité des denrées alimentaires pour un approvisionnement optimal des cantines scolaires ; améliorer la valeur nutritive des menus servis dans les cantines scolaires ; améliorer les revenus des ménages en état de précarité alimentaire ; améliorer la gouvernance des cantines scolaires ;
- (iii) Bénéficiaires directs : 9 000 000 d'enfants en âge scolaire de 3 à 18 ans dont environ 6 000 000 d'enfants scolarisés. Les bénéficiaires indirects : producteurs et productrices, transformateurs/transformatrices
- (iv) Composantes : C1 : amélioration de la disponibilité des denrées alimentaires pour un approvisionnement optimal des cantines scolaires ; C2 : amélioration de la valeur nutritive des menus servis dans les cantines scolaires ; C3 : amélioration des revenus des ménages en état de précarité alimentaire ; C4 : amélioration de la gouvernance des cantines scolaires C5 : coordination et gestion de l'initiative
- (v) Budget : 489 milliards FCFA dont Etat : 52%, PTF/Secteur privé/ONG : 47% et bénéficiaires : 1%.

### **b) Effets/Impact attendus**

Les effets et impacts atteints de l'IP sont les suivants :

- Augmentation des productions (agricole, sylvicole, halieutique, faunique, ...)
- Création de plus de 300 000 emplois en milieu rural et péri-urbain, dont 63 340 emplois directs
- Hausse des revenus des ménages de 35%
- Mise en valeur de 3 400 AIRP
- Environ 6 millions d'élèves bénéficieront d'au moins un repas équilibré par jour pendant 9 mois de l'année
- Amélioration des performances scolaires

### **c) Rôle et responsabilité des acteurs**

La stratégie d'intervention est basée : principe de la responsabilisation et de l'implication des acteurs (services publics de l'Etat, Collectivités territoriales, Communautés de base, Organisations professionnelles, PTF, etc.). A ce titre :



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

- ✕ Etat / Départements ministériels
  - Octroyer/mobiliser les ressources
  - Mettre en œuvre les activités relevant de leurs domaines de compétence
- ✕ Acteurs locaux (OP, COGES, AME, APE, CVD)
  - Produire, transformer les produits locaux
  - S'impliquer dans la gestion des cantines scolaires
- ✕ Organisations de la Société Civile
  - Assurer le contrôle et la veille citoyenne
- ✕ Collectivités territoriales
  - Assurer l'acquisition des vivres au profit des cantines scolaires
  - Organiser des rencontres de redevabilité
  - Contribuer au financement des cantines scolaires
  - Promouvoir les cantines endogènes
- ✕ PTF, ANE, Associations de développement
  - Contribuer au financement de l'Initiative
  - Participer aux cadres de concertation, à la planification, au suivi et à l'évaluation de l'Initiative
  - Fournir une assistance technique en cas de besoin
  - Assurer la redevabilité.

### **d) Quelques résultats atteints**

Les résultats atteints en lien avec les composantes opérationnelles de l'initiative sont les suivants :

- Réalisation de 84/98 modèles d'exploitation AIRP
- Aménagement de 1590 ha /2514,4 ha de bas-fonds
- Acquisition de 25302 /26566 tonnes d'engrais NPK et Urée
- Mise au point des 6 techniques d'amélioration de la productivité des céréales traditionnelles
- Equipement de 256/100 producteurs de volailles
- Mise à disposition de 258 kits/50 de collecte et de transformation aux apiculteurs
- Empoissonnement de 10/10 plans d'eau

## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

- Réhabilitation d'une station aquacole
- Mise en terre de 182 800 plants/165 000 dans les sites de production de PFNL
- Réalisation de 50 jardins nutritifs/115 pour la production du Baobab et du moringa
- Accompagnement de 85 écoles/100 dans la réalisation de plantation d'arbres (concept "mon école mon arbre")

### 2.2.4. Expériences des collectivités territoriales dans l'approvisionnement des cantines scolaires : Défis, contraintes et solutions

#### a) Expériences des communes de Ouaga et de Sabcé

Les expériences des collectivités territoriales ont été présentées par Omar KABORE, représentant de la délégation spéciale de la mairie de Ouaga et Rigobert NASSA, ancien maire de la commune de Sabcé. Leur présentation était structurée autour des points suivants :



- Transfert de fonds aux collectivités. Chaque année, l'Etat transfère des ressources financières à chaque commune pour l'approvisionnement des cantines scolaires. Les ressources transférées à chaque commune sont proportionnelles au nombre de d'écoles et d'élèves disponibles.
- Lancement de l'appel d'offre pour la fourniture de produits agricoles locaux aux cantines scolaires
- Délibération du conseil municipal pour autoriser les organisations paysannes à participer à la fourniture des produits agricoles aux cantines scolaires
- Choix des fournisseurs pour la fourniture de produits agricoles aux cantines scolaires



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

- Contrôle de la qualité des échantillons des produits agricoles des fournisseurs par le cabinet TECAL SATE
- Suivi de l'approvisionnement et de la gestion des vivres par les structures locales en charge de la gestion des cantines scolaires : mairie, CCEB, COGES, CVD, APE, AME, etc.
- Rencontre de bilan de la gestion des cantines scolaires.

### **b) Contraintes**

- Livraison tardive des vivres dans les écoles
- Les OP ne sont bien outillées sur la passation des marchés
- La mercuriale des prix n'encourage pas les OP à s'engager sur les commandes des cantines scolaires
- Les charges liées aux marchés institutionnels sont contraignantes pour les OP
- Les délais de paiement des factures découragent les OP

### **c) Défis à relever**

- Débuter les cantines scolaires en début octobre
- Prolonger la durée des cantines scolaires pour couvrir l'année scolaire
- Renforcer les capacités des cantinières
- Relever la part des produits locaux dans les cantines scolaires

## **2.2.5. Expériences des acteurs non-étatiques (ONG et organismes humanitaires) en matière d'alimentation scolaire au Burkina Faso : Place des produits locaux dans leurs interventions**

Deux ONG que sont le CRS et le GRET ont présenté leurs expériences en matière d'approvisionnement des cantines scolaires en produits locaux.

### **2.2.5.1. Expériences du Catholic Relief Services (CRS)**

L'expérience de CRS en matière d'approvisionnement des cantines scolaires a été présentée par Charles TOUGOUMA et Hamadou KANAZOE en trois grands points :

#### **a) Expériences de CRS en matière d'achats locaux de produits avec les OP**

L'expérience de CRS Burkina dans les achats locaux de vivres s'est faite à travers plusieurs projets :



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

- Le projet LEAP (Local Education Assistance and Procurement) d'octobre 2010 à septembre 2011.  
Les quantités de vivres achetés ont été de 628 tonnes de mil, 157 tonnes de haricot et 72 tonnes d'huile au profit de 364 écoles avec 58 180 élèves dans les provinces de la Gnagna et du Namentenga.  
Le mil a été acheté auprès des organisations de producteurs dans la région de la boucle du Mouhoun. Le haricot a été acheté auprès des producteurs des provinces du Namentenga et de la Gnagna. Et l'huile de coton a été acheté auprès de l'usine CITEC Bobo.
- Le Projet Faso Riibo est un projet d'achats locaux de CRS qui vient à la suite du projet LEAP. Sa période de mise en œuvre va d'octobre 2019 à septembre 2024. L'achat de 955 tonnes de mil, 440 tonnes de haricot, 725 tonnes de riz étuvé et 150 tonnes d'huile de coton au profit des cantines scolaires de la région du centre nord et du plateau central.  
Le mil est acheté auprès des coopératives dans la région de la boucle du Mouhoun ; le riz étuvé est acheté auprès des coopératives de femmes étuveuses dans la région du centre nord ; le niébé est acheté auprès des coopératives dans la région du centre nord et l'huile de coton est acheté auprès de CITEC.
- Le Projet Beog Biiga 4 : C'est le 4ème cycle d'un projet de CRS financée par le gouvernement Américain et qui consiste principalement en la fourniture de vivres importés des Etats Unis au profit des cantines scolaires du Burkina.  
Les achats du projet : Le Projet Beog Biiga 4 prévoit dans sa durée l'achat de : 380 Tonnes de mil, 880 tonnes de riz étuvé, 350 tonnes d'haricot, 160 tonnes d'huile de coton, 60 tonnes de soubala et 30 tonnes de Poudre de baobab. En dehors de l'huile de coton tous les autres produits seront achetés auprès des organisations paysannes.
- Le Projet d'Appui à l'Alimentation Scolaire (PAAS) est un projet d'une année allant de février 2023 à mars 2024.  
Le projet prévoit d'acheter : 318 tonnes de riz ; 86 tonnes de haricot et 29 tonnes d'huile pendant sa durée. Le projet cible 130 000 élèves et 440 ménages.



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

### **b) Méthode de sélection des fournisseurs**

La sélection des fournisseurs se fait à travers le processus suivant :

- Réalisation d'une étude de la cartographie des fournisseurs (coopératives) par un cabinet externe qui a proposé une liste de coopérative par produit à partir des critères suivants : existence légale en tant que coopérative et disponibilité des documents administratifs ; expérience dans les ventes groupées auprès d'institutions ; disponibilité de locaux de stockage appropriés
- Lancement d'un appel à soumissionné auprès des producteurs sélectionnés par l'étude
- Attribution du Marché

### **c) Leçons apprises et défis à relever**

La principale leçon retenue est que les OP sont capables de disposer et de fournir des vivres aux cantines scolaires en bonne qualité et dans les délais.

Quant aux défis à relever, ils sont : Les procédures internes des ONG : (i) Les OP n'ont pas toujours de personnel administratif qualifié pour traiter de manière conforme les dossiers d'appel d'offre alors que les procédures des ONG sont assez complexes. Il y'a nécessité que les ONG assouplissent leur procédure pour prendre en compte cette faiblesse des OP. (ii) La qualité des produits : plusieurs non conformes sont constatés dans la livraison des produits cela nécessite plus de rigueur dans le contrôle de qualité des produits dans les magasins des producteurs. (iii) La création de partenariat entre les communes et les OP pour une mise en place de chaine de Valeur d'approvisionnement en vivres. Ceci serait un tremplin pour développer la confiance et l'efficacité dans la fourniture de vivres aux cantines. (iv) L'implication des IMF dans le processus de financement des OP pour la commercialisation des vivres au bénéfice des cantines scolaires.

#### **2.2.5.2. Expériences du GRET**

L'expérience du GRET, présentée par Issouf COULIBALY a porté sur le projet « Pilote cantines scolaires » du yaourt au lait local dans sept écoles de la commune de Bobo Dioulasso. Sa présentation était structurée autour des points suivants :

##### **a) Contexte et objectifs du projet**

Depuis 2017, le GRET accompagne le développement de la filière laitière burkinabé, en partenariat avec l'interprofession lait et APESS. Le projet appuie notamment les petites



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

exploitations familiales d'élevage à accroître durablement leurs capacités de production, de transformation et d'accès au marché, dans un contexte de forte concurrence avec le lait en poudre importé

Le projet **Cantines ScoLait're** est un projet pilote qui intervient à Bobo-Dioulasso et a pour objectifs de :

- Lutter contre la malnutrition des enfants en milieu scolaire par la distribution de produits laitiers locaux.
- Sensibiliser/former sur les bonnes pratiques nutritionnelles à l'école.
- Promouvoir le lait local et accroître les activités commerciales des producteur.rice.s et des transformateur.rice.s de lait

### **b) Démarche du projet**

- Assemblée générale d'information des acteurs de la filière et partenaires à Bobo-Dioulasso
- Rencontres d'information des acteurs de l'éducation dans les circonscriptions d'éducation et les écoles
- Atelier de validation du projet avec la Mairie de Bobo-Dioulasso
- Convention de partenariat adoptée par le conseil municipal de Bobo avec accord de financement à peu près 10 millions de CFA
- Diagnostic de sélection des unités de transformation de lait
- Renforcement des capacités des Unités sélectionnées et test de distribution organisée dans une école

### **c) Principaux résultats obtenus**

Première étape de distribution du yaourt dans 7 écoles des 7 arrondissements de la commune de Bobo-Dioulasso

- Durée de la distribution : 2 mois
- Nombre de distribution : 2 fois par semaine par école
- Nombre de sachets de lait : 58 188 sachets de 200g
- Quantité de lait transformé : 11, 638 tonnes
- Revenus partagés (Production et transformation) : 12 millions
- Nombre d'élèves bénéficiaires : 4740
- Nombre d'enseignants : 108

## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

- Une rencontre de bilan a été organisée avec les directeurs d'écoles et les enseignants et les UTL
  - Une fiche de suivi et d'évaluation a été renseignée par toutes les écoles
- Deuxième étape de distribution du yaourt en préparation avec la formation/sensibilisation sur les bonnes pratiques nutritionnelles à l'école

- **Conception des fiches pédagogiques du manuel de formation sur les bonnes pratiques nutritionnelles (CP, CE, CM)**

- Mise en place comité technique relecture et actualisation des fiches de 10 membres (inspecteurs + directeurs d'écoles)
  - Manuel constitué de 28 fiches pédagogiques (CP, CE, CM)
  - 28 enseignants et 10 membres du comité technique formés et sensibilisés sur les bonnes pratiques nutritionnelles à l'école
  - 84 032 Sachets de yaourt distribués pendant 2 mois
  - 5 100 élèves et 128 enseignants sont les bénéficiaires directs
- Evaluation des acquis du projet au niveau scolaire : 300 élèves des 7 écoles pilotes ont subi un test de connaissance oral et écrit
    - Mobilisation d'une équipe d'évaluation composée de : 9 directeurs d'Ecoles (surveillants et correcteurs); 9 enseignants (maîtres accompagnateurs); 2 inspecteurs d'éducation (CCEB superviseurs); 2 organisateurs de l'école désignée comme centre d'évaluation; 1 coordonnateur (le DPE).

### **d) Points positifs et faiblesses**

- Intérêt des écoles, des enseignants, des parents d'élèves, de la commune et des acteurs directs de la filière lait à travers la forte mobilisation
- Avis et véritable engouement des UTL la filière lait malgré quelques difficultés rencontrées :
  - Gestion de la qualité, disponibilité des équipements adaptés, la régularité, les emballages .....
  - La gestion de la distribution au niveau des élèves, la programmation avec les enseignants et les cantinières

## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

### e) Perspectives

- Nécessité de poursuivre le renforcement de capacités, l'appui en équipement, l'appui commercial
- Nécessité de travailler aussi au développement de la production et l'organisation de la collecte, d'où la nouvelle passe financée par Monaco mais dont les moyens sont limités et ne permettent pas de répondre aux besoins des écoles (infrastructures, lavabos, ...) et l'appui aux producteurs et collecteurs
- Besoin de rechercher d'autres financements complémentaires.

### 2.2.6. Expériences des organisations paysannes dans l'approvisionnement des cantines scolaires en produits locaux au Burkina

#### a) Situation des approvisionnements des cantines scolaires en produits locaux par l'UNPRB

La présentation de l'expérience des OP en matière d'approvisionnement des cantines scolaires a été faite par Maïmouna OUEDRAOGO de l'UNPRB. De sa présentation, il ressort que l'expérience a commencé avec un marché obtenu avec le MENA. Pour cela, après l'atelier de préparation avec les membres, les actions suivantes ont été menées : Signature des contrats de prestation avec les prestataires (transformateurs), suivi de la qualité et des quantités (TECAL SATE), enregistrement des conventions à 3% du montant total de la convention, recherche de caution bancaire et de préfinancement du marché auprès d'une Banque, location de magasins dans les sites concernés pour le dépôt des vivres, chaque dépôt de vivres est justifié par un bordereau de dépôt délivré par SICAREX, suivi terrain de dépôt des vivres (SICAREX), cérémonie de réception des vivres par les communes (représentants communes, MENA, UNPRB, parents d'élèves), transport des vivres à l'école avec des bordereaux de dépôt.



Entre 2016 et 2020, l'UNPRB a livré près de 31 828 tonnes dans les mairies pour les cantines scolaires.

## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

### **b) Insuffisances/Limites**

- La quantité de riz livré est en baisse chaque année à cause du transfert de la gestion des cantines scolaires aux communes,
- Impôts très élevés dans le processus de livraison des vivres aux cantines
- Difficultés d'accès à un crédit important auprès des banques pour préfinancer le marché
- Difficultés à trouver les magasins à proximité des lieux de livraison

### **c) Suggestions/Recommandations**

- Alléger les frais d'impôts pour la livraison des vivres
- Prioriser les OP professionnels dans la signature des conventions pour les livraisons des vivres
- Mettre à la disposition des communes les fonds à temps pour le paiement des vivres livrés
- Supprimer les redressements fiscaux pour les achats institutionnels exécutés par les OP

## **2.3. Echanges sur les présentations des expériences des structures**

Les points d'échanges autour des différentes présentations des structures ont porté sur les questionnements suivants :

### **d) Sur la présentation de l'Initiative Présidentielle**

- Quel contenu donne-t-on dans la stratégie des achats décentralisés ?
- Comment on s'assure que les 3 millions d'enfants non scolarisés soient pris en compte dans les actions développées par l'IP ?
- Qui est-ce qui a motivé au choix des COGES pour assurer la gestion des cantines scolaires ?
- Quel dispositif ou mécanisme a été mis en place pour accompagner les COGES à mieux gérer les fonds qui seront mis à leur disposition ?
- Quel statut les COGES auront dans la gestion des cantines scolaires ?
- Quel sera le rôle des collectivités locales et des autres acteurs dans la gestion des cantines scolaires ?
- Quels mécanismes ont été mis en place pour que les producteurs et leurs OP soient pris en compte par les COGES dans l'approvisionnement des cantines et éviter que les commerçants ne s'accaparent de ces marchés ?

## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

### e) Sur la présentation de la DAMSSE

- Quelle stratégie a été mise en place par le ministère de l'éducation nationale pour le suivi des cantines et favoriser la concertation entre les différents acteurs impliqués dans le fonctionnement des cantines scolaires ?
- Quelles sont les raisons qui poussent les fournisseurs à contourner l'expertise de leurs produits ?
- Pourquoi le ministère a décidé de ne retenir qu'un seul bureau d'expertise pour assurer le contrôle des produits fournis aux cantines scolaires sur tout le territoire ? N'y a-t-il pas d'autres structures capables de fournir des services d'expertise pour faciliter la livraison des produits aux communes dans les meilleurs délais ?
- A quel moment les transferts des ressources sont faits par le Gouvernement aux collectivités locales ?
- Quelles sont les mesures prises par le ministère de l'éducation nationale pour contraindre les communes à s'approvisionner dans à temps des vivres et permettre aux cantines scolaires d'offrir les repas aux élèves durant l'année scolaire ?
- Le cadre du projet PACTE, la DGPER a initié un processus visant à instituer un fichier des coopératives susceptibles de participer aux marchés institutionnels de produits locaux. Les producteurs, les OP ainsi que les structures d'accompagnement doivent être pro-actifs et éviter que les autres acteurs (commerçants) ne s'infiltrerent dans le système mis en place.
- Est-ce que le Burkina dispose actuellement d'une stratégie d'alimentation scolaire ?
- Sur les cantines endogènes qui sont mises en œuvre dans certaines écoles, comment se fait la mobilisation des vivres au niveau des communautés ?

### f) Sur la présentation de CRS

- Quelles relations entre CRS et les organisations faitières des producteurs ? Comment se fait le choix des organisations de producteurs devant fournir les produits agricoles aux cantines scolaires ?

## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

- Le CRS serait-il disposé à contribuer et à participer à l'animation d'un cadre de concertation des acteurs impliqués dans le fonctionnement des cantines scolaires ?

### **g) Sur la présentation des collectivités territoriales**

- Est-ce que l'AMBF qui est la structure faîtière des collectivités territoriales est responsable du suivi et évaluation des cantines scolaires des communes ?
- Quelles relations y a-t-il entre le ministère de l'éducation et l'AMBF dans le cadre de la gestion des cantines scolaires ?
- Quelles sont les raisons qui justifient les retards des paiements des factures aux OP au niveau des communes ?

### **h) Sur la présentation du GRET**

- L'expérience du lait dans les cantines scolaires est intéressante, mais, l'insuffisance de communication n'a pas permis aux différents acteurs d'être informés
- Quel est le mécanisme de contrôle de la qualité de lait distribué aux élèves dans les cantines scolaires ?
- Existe-il un cadre de concertation formel des acteurs intervenant dans les cantines scolaires au Burkina ?

## **2.4. Réflexion autour des modalités de pérennisation et de mise à l'échelle des acquis**

Pour faciliter la réflexion des participants pour la pérennisation des cantines scolaires, deux groupes ont été constitués pour échanger autour des points suivants :

### **Groupe 1**

- Quels sont pour vous les 3 ou 4 enjeux/défis prioritaires et mobilisateurs pour l'action ?
- Quels sont les solutions/pistes d'actions que vous proposez ?
- Quelles modalités pour agir ?

### **Groupe 2**

- Quels sont pour vous les constats majeurs et mobilisateurs pour l'action ?
- Quelles sont les solutions/pistes d'actions internes aux OP ?
- Quelles sont les solutions/pistes d'actions externes aux OP ?

## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Après une heure d'échanges, les restitutions en plénière ont donné les résultats suivants :

### Groupe 1

<b>Les 3 ou 4 enjeux/défis prioritaires et mobilisateurs pour l'action</b>	<b>Les solutions/pistes d'actions</b>	<b>Les modalités pour agir</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mobilisation des ressources financières</li> <li>- Facilitation de la fiscalité pour OP</li> <li>- Assainir le répertoire des fournisseurs des produits locaux</li> <li>- Professionnalisation des OP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Créer un environnement favorable pour l'accès des OP aux ressources financières (Mobilisations des Fonds de garanties, Disponibiliser des avances pour les contrats des OP)</li> <li>- Suppression des taxes et impôts pour les OP lors de marchés institutionnels</li> <li>- Mettre place un comité de veille pour les achats des marchés institutionnels destinés aux OP avec l'implications des structures faitières des OP</li> <li>- Renforcement des capacités et connaissances des OP</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Bonne organisations interne et externe dans la mobilisation de ressources</li> <li>- Plaidoyer auprès des acheteurs institutionnels (Etats, Collectivités Territoriales, ONG)</li> <li>- Plaidoyer et négociations auprès des autorités (ministère des Finances, la primature, l'ALT, etc.)</li> <li>- Actualiser le répertoire des fournisseurs de produits locaux chaque année</li> <li>- Sensibilisation des OP</li> <li>- Bonne organisation des OP</li> <li>- Formation des OP</li> </ul>

### Groupe 2

<b>Les constats majeurs et mobilisateurs pour l'action</b>	<b>Les solutions/pistes d'actions internes aux OP</b>	<b>Les solutions/pistes d'actions externes aux OP</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Déficits de concertation entre les acteurs de la chaîne d'approvisionnement</li> <li>- Faible capacité des OP à respecter les engagements</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Rencontres de concertations entre les OP, identification des potentiels OP (production et commercialisation) dans les mécanismes d'approvisionnement</li> <li>- Répertoriés les OP capables d'approvisionner les cantines scolaires, et implémenter des</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mise en place des cadres formel de concertations entre les acteurs à l'échelle (communale, provinciale, nationale), pour assurer la coordination des chaînes d'approvisionnement</li> <li>- Renforcement des capacités dans la maitrise des</li> </ul>

**PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST**

<b>Les constats majeurs et mobilisateurs pour l'action</b>	<b>Les solutions/pistes d'actions internes aux OP</b>	<b>Les solutions/pistes d'actions externes aux OP</b>
contractuels dans les achats institutionnels - Politique fiscale peut adaptés aux réalités des OP - Lourdeurs administrative et financière dans la procédure d'exécution des marchés	synergies d'action pour un meilleur respect des engagements - Conduire des actions de plaidoyers afin de définir une politique fiscale adaptés à leurs réalités - Promouvoir le partage d'expériences entre OP	procédures d'acquisition des marchés (disponibilités des documents adéquats, démarche qualité, traçabilité), - Facilité l'accès au financement - Définition des politiques fiscales adaptés - Assouplissement des procédures et les réadaptés aux réalités des OP

### III. RECOMMANDATIONS ET FEUILLE DE ROUTE

Tenant compte des résultats des présentations des structures, des échanges et des travaux de groupes, les participants ont formulé les recommandations suivantes :

× **Aux organisations paysannes faitières**

- Sensibiliser et accompagner les coopératives à la base pour leur permettre de respecter les engagements pris lors de la signature des contrats de fourniture des vivres aux cantines scolaires
- Renforcer les capacités techniques sur diverses thématiques : élaboration de compte d'exploitation, normes et qualité des produits agricoles, élaboration et analyse de contrat, négociation des prix, etc.
- Favoriser la création d'un cadre de concertation des acteurs intervenant dans les cantines scolaires
- Organiser des rencontres de plaidoyer avec les décideurs publics sur l'augmentation du budget des cantines scolaires, l'allègement des procédures des marchés des cantines scolaires aux OP, diminution du coût pour l'enregistrement des marchés, la fiscalité des coopératives
- Organiser des rencontres de plaidoyer pour l'élaboration d'une politique nationale sur l'alimentation scolaire
- Organiser des rencontres de plaidoyer pour l'élaboration d'une Loi sur les achats institutionnels de produits agricoles locaux

## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

- Organiser des rencontres de plaidoyer pour la relecture de la mercuriale des prix des produits agricoles.

### × A l'Etat

- Renforcer les capacités matérielles (équipements et matériels de mise en qualité, magasins de stockage, moyens de transport, etc.) des organisations de producteurs
- Contribuer à l'animation d'un cadre de concertation des acteurs intervenant dans les cantines scolaires
- Faciliter le contrôle et l'expertise des produits agricoles en recrutant plusieurs bureaux indépendants.

### × Aux collectivités territoriales

- Contribuer à l'animation d'un cadre de concertation des acteurs intervenant dans les cantines scolaires.

### × Aux ONG

- Renforcer les capacités techniques et matérielles des producteurs et leurs organisations pour leur permettre de mieux produire et de livrer aux cantines scolaires des produits de qualité dans les délais
- Contribuer à l'animation d'un cadre de concertation des acteurs intervenant dans les cantines scolaires

Outre ces recommandations, les participants ont fait une proposition de feuille de route qui se présente ainsi :

N°	Activités	Période de mise en œuvre	Responsable	Parties prenantes
1	Finalisation du rapport de l'atelier	31 juillet 2023	CPF, IR, CFSI	
2	Rencontre d'information avec les structures sur la mise en place d'un cadre de concertation multi-acteurs sur les cantines scolaires	Du 11 au 15 septembre 2023	CPF	
3	Rencontre pour la mise en place du cadre de concertation multi-acteurs sur les cantines scolaires	27 septembre 2023	CPF	OP, OSC ; ONG, Collectivités, Etat



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

N°	Activités	Période de mise en œuvre	Responsable	Parties prenantes
4	Rencontre d'échanges avec le SP/IP sur le processus d'élaboration de l'avant-projet de la politique nationale sur l'alimentation scolaire	08 août 2023	CPF	Membres du cadre de concertation
5	Rencontre d'examen du contenu de l'avant-projet de la politique nationale sur l'alimentation scolaire et d'élaboration des propositions des acteurs	28 et 29 septembre 2023	CPF	Membres du cadre de concertation

### IV. CONCLUSION

Le mot de fin et de clôture a été prononcé par Soumaberé DIOMA, représentant le Président de la Confédération Paysanne du Faso (CPF).

Il a remercié tous les participants pour leurs contributions tout au long de l'atelier. Il a félicité Monsieur Daouda N'DIAGNE, le modérateur pour la qualité de ses interventions. Pour les partenaires que sont le CFSI, la Fondation de France et Inter-Réseaux, il les a remerciés pour avoir facilité la tenue de l'atelier et les demande d'être aux côtés des OP pour que le processus entamé dans le cadre du groupe Animation-Pays soit dynamique et intégrateur. Il a enfin demandé aux ONG et aux structures étatiques d'accompagner les OP dans leurs activités afin qu'elles puissent offrir aux élèves des produits qualité.

C'est sur ces mots qu'il a souhaité bon retour à tous les participants et déclaré clos, l'atelier de réflexion sur les modalités de pérennisation et de mise à l'échelle des acquis en matière d'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts avec les OP du Burkina.



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

### Annexe 1 : Liste de présence



liste de  
presence-1.pdf



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

### **Annexe 2 : Termes de référence de l'atelier**

#### **I. Contexte et justification**

Au Burkina Faso, l'alimentation scolaire apparaît au rang des questions majeures de développement et plus spécifiquement en lien avec la protection sociale et le droit à l'alimentation. Si les premières cantines scolaires sont apparues dès 1960 dans le cadre des initiatives portées par les organisations internationales et humanitaires (PAM, CRS, etc...), l'Etat a tôt fait de se positionner comme l'un des principaux acteurs qui promeuvent cet instrument.

En dépit des efforts consentis par l'État et ses partenaires, la gestion des cantines scolaires au Burkina Faso était compliquée en raison de sa centralisation, de la lourdeur des procédures d'acquisition, de transport et de stockage des vivres etc... Pour répondre à ces problématiques, l'Etat a impulsé une nouvelle dynamique dans le domaine de l'alimentation scolaire, notamment à travers la prise d'un arrêté en 2016 qui a délégué la gestion des services de cantine aux collectivités territoriales. À travers cette décentralisation, les pouvoirs publics voulaient améliorer le système éducatif du pays mais aussi responsabiliser les communautés locales pour impulser un développement à la base.

Dans le cadre de ce transfert des compétences, recommandation a été faite aux collectivités territoriales de s'approvisionner en produits locaux prioritairement auprès des organisations de producteurs (OP). Cette recommandation est basée sur la volonté manifeste de l'Etat burkinabé de promouvoir le consommateur local, mais également sur les expériences satisfaisantes du ministère de l'éducation nationale et de l'alphabétisation (MENA) avec les OP en matière d'approvisionnement des cantines scolaires.

Fort de ce contexte, et de l'intérêt stratégique que revêt cette question pour les OP, la Confédération Paysanne du Faso (CPF) conformément à sa mission de défense des intérêts des producteurs et productrices agricoles du Burkina a initié différentes actions dans le but d'améliorer la participation des OP à l'approvisionnement des cantines scolaires et plus largement aux marchés institutionnels alimentaires.

Depuis 2020, la CPF pilote à l'échelle du Burkina la dynamique régionale « Animation-Pays » mise en place par le CFSI et la Fondation de France dans le cadre du programme



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

Pafao<sup>2</sup>. Cette dynamique est développée dans quatre pays de la région à savoir le Bénin, le Burkina Faso, le Togo et le Sénégal, et vise à contribuer à une meilleure appropriation par les organisations (membres ou non) du « réseau Pafao », des enjeux et actions en faveur du « Consommer local » plutôt que le « Manger importer » ; et au renforcement des réseaux actifs en Afrique de l'Ouest dans leur action en faveur du "Consommer local" comme moyen de réalisation du droit à l'alimentation. Différentes initiatives sont développées dans le cadre de ce dispositif. Il s'agit entre autres de l'élaboration d'une synthèse sur l'état des lieux de l'alimentation scolaire dans les pays couverts par le dispositif, la conduite de processus de capitalisation des expériences des acteurs, l'organisation des rencontres (nationales et régionales) d'échanges et de plaidoyers en vue de l'amélioration de l'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts, etc...

Avec l'appui de l'Inter-réseaux, la CPF a organisé en Août 2021, une rencontre de travail des acteurs burkinabé membres du groupe « animation-pays » à Ouagadougou. Cet atelier a permis aux participants de *s'informer* sur les activités développées dans le cadre du dispositif, tant au niveau national qu'à l'échelle régionale ; de *partager leurs expériences* en matière d'alimentation scolaire avec un focus sur la participation des OP à l'approvisionnement des cantines ; et aussi *d'analyser les freins et les opportunités* en lien avec cette implication des OP dans les marchés pour l'approvisionnement des cantines au Burkina Faso.

À l'issue de cette rencontre, l'une des principales recommandations formulées par les acteurs présents porte sur l'importance d'initier un processus de réflexion et de planification des actions de plaidoyer à l'endroit des acteurs décisionnaires (Etats, PTF) en vue du renforcement de la participation des OP à l'approvisionnement des cantines scolaires. Plus spécifiquement, les participants ont suggéré qu'un tel processus soit mis en route à partir de l'organisation d'un atelier national (regroupant les acteurs présents aussi bien à Ouaga qu'en dehors, et qui sont impliqués ou qui portent des dynamiques en lien avec le sujet) qui servira de cadre pour structurer les réflexions. C'est pour répondre à cette recommandation que le présent atelier est organisé.

---

<sup>2</sup> Le ROPPA est membre du comité de suivi et d'orientation (COS) du programme Pafao



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

### II. Objectifs et résultats de l'atelier

De façon globale, cet atelier vise à susciter une réflexion collective autour des modalités de pérennisation et de mise à l'échelle des acquis en matière d'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts au Burkina Faso.

De façon spécifique, il s'agira de :

- favoriser *le partage d'expériences* en matière *d'approvisionnement* des cantines scolaires en circuits courts ;
- débattre *des avancées* en matière d'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts, et *des contraintes et difficultés* qui limitent la participation des OP aux marchés des cantines scolaires ;
- identifier des *pistes* visant à lever les contraintes et consolider les acquis en matière d'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts au Burkina, avec un focus sur les questions de *financement*, de renforcement des *capacités* des OP, et de *collaboration* OP - collectivités territoriales dans le cadre de l'approvisionnement des cantines scolaires
- élaborer *une feuille de route* pour un *plaidoyer* et des actions directes à mener à l'endroit des acteurs décisionnaires.

Au terme de cet atelier, il est globalement attendu des propositions d'actions et d'initiatives à mettre en œuvre pour augmenter significativement la part des produits agricoles locaux dans les cantines scolaires au Burkina Faso. De façon spécifiquement :

- les participants ont partagé leurs expériences en matière d'approvisionnement des cantines scolaires ;
- les avancées, contraintes et difficultés en lien avec les marchés d'approvisionnement des cantines scolaires en circuit court sont débattues ;
- les pistes de solutions pour lever les contraintes et consolider (en vue de leur passage à l'échelle) les acquis en matière d'approvisionnement des cantines scolaires en circuit court, sont identifiées et décrites.

En termes de livrables, en plus du rapport de l'atelier (sous format relevé de conclusions), cet atelier permettra d'ébaucher :



## PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

- Une note de position des acteurs portant (ou impliqués dans) les initiatives en faveur de l'approvisionnement des cantines scolaires en circuit court au Burkina Faso,
- Une feuille de route

### III. Méthodologie

La démarche méthodologique allie différentes approches participatives en trois temps de partage et d'échanges sur :

1. les expériences de différents acteurs en ce qui concerne l'approvisionnement des cantines scolaires en circuits courts
2. les avancées, limites et enseignements tirés des marchés d'approvisionnement des cantines scolaires en circuit court ;
3. les problématiques majeures et les pistes de solutions à promouvoir.

L'atelier sera meublé de communications et des réflexions en groupes, suivies des séances plénières pour la restitution et la synthèse.

### IV. Participants à l'atelier

L'atelier réunira près d'une trentaine de participants qui sont des représentants des structures impliquées dans la promotion des produits locaux et particulièrement celles impliquées dans les initiatives en lien avec l'alimentation scolaire. Il s'agira principalement des acteurs issus :

- des organisations de producteurs, membres de la Confédération Paysanne du Faso (CPF) ;
- de l'administration en charge des questions d'éducation nationale, d'alimentation et de nutrition, de l'agriculture, la décentralisation ;
- des collectivités territoriales ;
- des partenaires techniques et financiers engagés dans les initiatives en lien avec l'alimentation scolaire ;
- des organisations de la société civile.

La liste détaillée des participants est présentée dans le tableau suivant :

PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

V. Liste des participants

Structures	Participants		
	Total	Résident	Non résident
UNPRB	1	1	
UNERIZ	1		1
USCCPA	1		1
FEPAB	1		1
UMPLB	1	1	
FEB	1		1
UNPSB	1		1
IPROLAIT	1	1	
ROPPA	1	1	
CPF (CA, CdF, CdJ, ET)	6	3	3
FNGN	1		1
FIAB	1	1	
FERT	1	1	
APROSSA-Afrique verte	1	1	
Réseau NAFA SIRA	1		1
AFDR	1		1
GRET	1	1	
PAM	1	1	
AFD	1	1	
CRS	2	2	
SONAGESS	1	1	
OXFAM	1	1	
AFDI	1	1	
TRIAS	1	1	
AMBF	1	1	
Mairie de Ouaga	1	1	
Inter-réseaux	3	1	2
DAMSSE	1	1	
DGPER	1	1	
Secrétariat Permanent de l'initiative Présidentielle « Assurer à chaque enfant en âge scolaire au moins un repas équilibré par jour »	1	1	



**PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST**

<b>Structures</b>	<b>Participants</b>		
	<b>Total</b>	<b>Résident</b>	<b>Non résident</b>
Ministère en charge de l'agriculture	1	1	
Bio-Protect	1	1	
Union nationale des maisons familiale du Burkina	1	0	1
APESS			
<b>Total</b>	<b>41</b>	<b>27</b>	<b>14</b>

PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST

**VI. Agenda provisoire**

Horaires	Activités	Responsables
<b>JEUDI 22 JUN 2023</b>		
<b>SESSION 1 : OUVERTURE DE L'ATELIER ET INTRODUCTION</b>		
08 h 00 – 08 h 30	Accueil et mise en place des participants	CPF / Inter-réseaux
08 h 30 – 09 h 00	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mot du représentant de Inter-réseaux</li> <li>- Allocution du Président de la CPF</li> <li>- Discours d'ouverture du représentant du Ministère en charge de l'agriculture</li> </ul>	Modérateur
09 h 00 – 09 h 05	Présentation des objectifs, de la méthodologie et de l'agenda de l'atelier	Modérateur
<b>SESSION 2 : PARTAGE DES EXPERIENCES</b>		
09 h 05 – 09 h 15	Présentation succincte de la dynamique animation-pays	CPF / Inter-réseaux
09 h 15 – 09 h 30	La situation des cantines scolaires au Burkina : enjeux et perspectives – Place des produits locaux et des OP	DAMSSE
09 h 30 – 09 h 45	Mise en œuvre de l'initiative présidentielle : Quelles opportunités pour les Organisations de producteurs et les produits locaux ?	Secrétariat permanent de l'initiative présidentielle
09 h 45 – 10 h 00	Expérience des Collectivités territoriales dans l'approvisionnement des cantines scolaires : Défis, contraintes et solutions	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mairie de Ouaga</li> <li>- Ancien maire de Sabcé</li> </ul>
10 h 00 – 10 h 30	Photo de famille et Pause-café	Hôtel
10 h 30 – 11 h 30	Echanges autour des présentations / communications	Participants
11 h 30 – 11 h 45	Expérience des acteurs non-étatiques (ONG et organismes humanitaires) en matière d'alimentation scolaire au Burkina Faso : Place des produits locaux et des OP dans leurs interventions	PAM / CRS / Gret
11 h 45 – 12 h 00	Expériences des organisations paysannes dans l'approvisionnement des cantines scolaires en produits locaux au Burkina Faso	UNERIZ, UNPRB, Réseau NAFA SIRA

**PROGRAMME « PROMOTION DE L'AGRICULTURE FAMILIALE EN AFRIQUE DE L'OUEST**

12 h 00 – 13 h 00	Echanges autour des présentations / communications	Participants
13 h 00 – 14 h 30	Pause-déjeuner	Hôtel
<b>SESSION 3 : REFLEXION AUTOUR DES MODALITES DE PERENISATION ET DE MISE A L'ECHELLE DES ACQUIS</b>		
14 h 15 - 14 h 30	Présentation des consignes et orientations pour l'organisation des groupes de travail	Modérateur
14 h 30 – 16 h 30	Travaux en groupes	Modérateur/ Equipe de facilitation
16 h 30 – 17 h 00	Retour en salle puis clôture de la journée	Hôtel
<b>VENDREDI 23 JUIN 2023</b>		
08 h 00 – 08 h 30	Accueil et mise en place des participants	CPF / Inter-réseaux
08 h 30 – 08 h 45	Rappel des conclusions de la première journée et des objectifs de la deuxième journée	Modérateur
08 h 45 – 10 h 15	Restitutions en plénière des travaux de groupes	Participants
10 h 15 – 10 h 30	Pause-café	Hôtel
10 h 30 – 12 h 30	Session plénière autour des recommandations et de la feuille de route	Participants
12 h 30 – 13 h 00	Synthèse des échanges et clôture de l'atelier	Modérateur
13 h 00 – 14 h 00	Pause-déjeuner et Fin de l'atelier	Hôtel